

**Décision du 12 février 2015
portant désignation des représentants du personnel au comité technique
de service déconcentré placé auprès du premier président de cour d'appel de Caen
NOR : JUSB1504942S**

Le premier président de la cour d'appel de Caen,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2011 modifié relatif à la création d'un comité technique de service déconcentré placé auprès de chaque premier président de cour d'appel ;

Vu le procès-verbal de l'élection du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de cour d'appel de Caen en date du 4 décembre 2014,

DÉCIDE

Article 1

Sont nommés représentants du personnel au sein du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Caen :

ORGANISATIONS SYNDICALES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
UNSa Services Judiciaires (Union Nationale des Syndicats Autonomes)	M. Charly LECHEVALLIER, greffier au TGI de Cherbourg Mme Isabelle LEJEMBLE épouse ROSE, adjointe administrative au CPH de Caen	Mme Maryline MOURTOUX épouse GARNIER, greffière au TGI d'Alençon Mme Francine BEROUL (KUROWSKI), greffière en chef au TGI de Lisieux
C.JUSTICE syndicat national des personnels administratifs et techniques du ministère de la justice et autres	Mme Lydie QUIRIÉ, adjointe administrative au TGI de Caen	M. Rémi HAMEL, adjoint administratif au TI d'Argentan
SDGF - FO	Mme Isabelle BESNIER-HOUBEN, greffière au CPH de Caen	Mme Claude COUVREUR épouse CARAU, greffière au TGI de Coutances

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait, le 12 février 2015.

Le premier président,

Jean-Paul ROUGHOL